Zeitschrift: Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung

Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat

Band: 11 (1935-1936)

Heft: 21

Artikel: Une sinistre farce : la reconnaissance des Soviets

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-710769

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

compte.» Et Monsieur Graber de conclure que nous n'avons qu'à nous laisser aller. Il a même le front d'ajouter cyniquement: «Il n'y a aucune honte à cela.» Si Monsieur Graber mourrait étouffé, ce ne sera toujours pas par son amour propre! Plus loin, il ajoute: «Nous concluons, en face de ces faits à l'inanité pratique de nos armements en cas de guerre européenne.» C'est fait: les efforts de nos autorités et de notre peuple; les sacrifices consentis à travers les siècles par nos ancêtres afin de faire de nous un peuple fort et confiant dans ses destinées, tout cela est jugé inutile et vain; tout cela est anéanti en une seule phrase. Gaz délétère, hypérite morale, voilà l'œuvre de cet homme. Et l'hurluberlu qui ose écrire de pareilles insanités est un représentant du peuple au Conseil National!

Puis, nous passons dans une toute autre atmosphère et nous nous trouvons brusquement en pleine Bucolique. Recueillez-vous et écoutez: «La Suisse n'a qu'une chance de salut, qu'une chance de sauver sa dignité: celle que lui donne le progrès du droit et du désarmement. Ces chances sont fragiles (en effet), mais le sont moins que celles que nous pourrions courir sur le terrain de la force. Sur ce terrain nous rejoignons en outre les forces mauvaises qui travaillent au crépuscule de la civilisation européenne, à la ruine de nos richesses spirituelles et sociales. Sur celui du droit et du désarmement, nous rejoignons les forces salutaires et libératrices qui travaillent à l'aurore d'une glorieuse phase de cette civilisation, au salut de nos richesses les meilleures.»

N'est-ce point magnifique et touchant? Ce crépuscule et cette aurore, quels tableaux! quelle fraîcheur de coloris! et, dominant le tout, la grande utopie du Désarmement. Comme tout cela est simple. Que ne suis-je poète pour chanter tout cela en des vers éthérés!

Non, Monsieur Graber, s'il vous plaît, un peu de réalisme, et trêve à l'utopie. Vous dénoncez avec beaucoup de justesse un danger réel, et nous sommes d'accord avec vous pour dire que notre protection n'est pas encore achevée. Mais là se termine votre œuvre. Vous êtes pareil à un médecin qui, après avoir fait son diagnostic, refuse d'indiquer un remède. Incapable de collaborer utilement à la protection de notre peuple, vous préférez le démoraliser, briser sa force de résistance, sa confiance; vous lui liez les mains pour le livrer mieux à un agresseur éventuel. Votre responsabilité est terrible. Il est vrai qu'en cas de danger, vous en rejetterez tout le poids sur ceux que vous appelerez «les responsables» et qui, eux, travaillent utilement. Je ne vous parlerai pas de la longue garde de nos soldats à la frontière, en 1914, et qui fit réfléchir l'étranger. Vous ne pourriez pas comprendre: votre œuvre de novembre 1918 le prouve.

Mais le peuple suisse, lui, se souvient. Et les forces morales qui l'ont soutenu pendant la dernière guerre le soutiendront encore. Notre devoir est maintenant comme alors, de nous faire respecter. L'accomplir est plus difficile et onéreux maintenant qu'alors, qu'importe: nous le remplirons malgré vous. Et quand sonnera l'heure du danger, de la grande épreuve, nous saurons montrer que nous sommes toujours là et nous tiendrons devant l'envahisseur, malgré vous. *Plt. J. Calpini.*

Une sinistre farce: La reconnaissance des Soviets

Lorsqu'en novembre 1918, le Conseil fédéral fit acte d'autorité et de décision en décrétant l'expulsion de la mission diplomatique bolchéviste installée à Berne sans être accréditée officiellement, le pays pouvait se croire purgé, semblait-il, pour un certain temps du moins, de la clique malfaisante des Berzine, Zalkine et autres Balabanoff de triste mémoire.

Dix-huit ans de tranquillité relative se sont écoulés depuis cette époque tragique où la révolution faillit de peu mettre nos villes et nos villages à feu et à sang; pourtant, malgré le souvenir du danger frôlé de si près, malgré le double exemple actuel de l'Espagne saccagée par les moscoutaires et de la France rongée de grèves alimentées financièrement et spirituellement par la puissance soviétique — et la guerre à coups de lingots d'or tue son homme plus sûrement qu'avec du plomb — on parle en Suisse de reconnaissance des Soviets!

L'audace du communisme ne connaît vraiment plus de bornes, non content d'avoir empoisonné peu à peu la majeure partie des états européens, il veut s'en prendre une fois de plus à notre pays qui, par sa situation géographique, ne tarderait pas à devenir le centre de l'immense toile d'araignée tissée par les Lénine, Staline et consorts, si d'aventure notre Parlement ne se montrait suffisamment ferme et décidé à s'opposer par tous les moyens à l'action soviétique en Suisse.

Faut-il le rappeler? le communisme a été dénoncé par certains socialistes eux-mêmes. L'un d'eux, un convaincu, le français Proudhon n'a pas hésité à avertir ses compatriotes que si la révolution sociale triomphait en France, elle aboutirait à un immense cataclysme dont l'effet immédiat serait:

de stériliser la terre;
d'enfermer la société dans une camisole de force;
de faire périr par la famine trois ou quatre millions d'hommes;
quand le gouvernement sera sans ressources, quand le pays sera sans production et sans commerce;
quand la capitale affamée, bloquée par les provinces, ne payant plus, n'expédiant plus, sera sans arrivages;
quand les ouvriers démoralisés par la politique et le chômage des ateliers chercheront à vivre n'importe comment;
quand l'Etat requerra l'argenterie et les bijoux des citoyens pour les envoyer à la Monnaie;
quand les perquisitions domiciliaires seront l'unique mode de recouvrement des contributions;
quand les bandes affamées parcourront le pays, organisant le pillage et la maraude;
quand le paysan, le fusil chargé, gardant sa récolte, abandonnera la culture;
quand la première gerbe aura été pillée, la première maison forcée, la première torche allumée, la première femme violée;
quand le premier sang aura été répandu;
quand la première tête sera tombée;
quand l'abomination de la désolation sera sur tout le pays;
oh! alors vous saurez ce qu'est une révolution sociale.
Une multitude déchaînée, armée, ivre de vengeance et de fureur, voilà les fruits de la Révolution dite démocratique et sociale.

Toutes proportions gardées, ce tableau peut s'appliquer aussi bien à notre pays qu'à la France. Douterait-on encore de son exactitude qu'il suffirait de se rappeler le langage de Lénine dans sa «Lettre aux ouvriers américains»:

«... A l'époque révolutionnaire, la lutte des classes a inévitablement et inéluctablement, toujours et partout, pris la forme de la guerre civile, et la *guerre civile est impossible sans les plus affreuses destructions, sans la terreur la plus sanglante,* sans des restrictions apportées aux formes de la démocratie dans l'intérêt de la guerre. Seuls, les onctueux curés, ecclésiastiques ou laïques — nous voulons parler des socialistes de parlement ou de salon — sont capables de ne pas voir, de ne pas sentir cette nécessité. Seuls, des hommes emboîtés, momifiés, sont capables de renier la révolution pour ces motifs, au lieu de se jeter résolument et passionnément dans le combat *lorsque l'histoire exige que la guerre tranche les plus grandes questions qui s'imposent à l'humanité.*»

Les épouvantables exemples de la révolution russe ont prouvé qu'il ne s'agissait point de littérature, mais de réalités sanglantes.

Reconnaître les Soviets en Suisse, ce serait poser nous-mêmes la première pierre d'un édifice dans lequel, de la cave au grenier, on conspirerait contre l'Etat et le pays. La modernisation et la réorganisation de notre armée doivent aller de pair avec l'assainissement politique de la population, le communisme a donné suffisamment de preuves de ses intentions pour que des mesures d'interdiction soient pleinement justifiées. On s'est ému à Berne des menées nationales-socialistes allemandes en Suisse, quand y jugera-t-on que la sinistre

comédie jouée par les communistes et autres socialistes camouflés a assez duré?

On aimerait assez que ce fût avant qu'il ne soit trop tard.

E. N.

N.B. A l'heure où ces lignes furent écrites, le Conseil National n'avait pas encore défini son attitude dans l'affaire de la reprise des relations avec l'U.R.S.S. Aujourd'hui, nous savons que « la plus vieille démocratie du monde a repoussé les mirages soviétiques », comme l'a écrit Saint-Brice dans le « Journal » de Paris, commentant le vote du Conseil National.

Cette décision s'accorde singulièrement avec ce que nous demandons, soit l'interdiction du parti communiste. Pourquoi tolérer, en effet, un parti dont la devise est « les Soviets partout! », alors qu'on vient de refuser de nouer des relations avec Moscou?

Quant à la pétition lancée par le Comité suisse pour la reprise des relations avec la Russie soviétique; les citoyens lui réserveront l'accueil qui s'impose: la porte. *E. N.*

Le colonel commandant de corps Henri Roost †, chef de l'Etat-major général

Le pays et l'armée viennent de subir une perte considérable en la personne du colonel Roost, chef de l'Etat-major général, décédé le 9 juin des suites d'une douloureuse maladie.

Cet officier général, né le 25 mai 1872, à Beringen, canton de Schaffhouse, appartenait au corps d'instruction de l'armée depuis 1899. Promu lieutenant-colonel à l'Etat-major général en 1913, il fut nommé l'an suivant chef de l'état-major du 3e corps d'armée et en 1917, chef d'état-major de la 6e division. Deux ans plus tard, il était chef de section du service de l'Etat-major général, pour prendre ensuite comme colonel le commandement de la brigade 12. Le mois de novembre 1920 devait lui valoir un nouvel avancement sous forme de la direction du Service de l'Infanterie, en qualité de chef d'arme. Deux ans plus tard, le grade de divisionnaire venait récompenser hautement ses efforts à la tête de cet important service du D.M.F., et enfin en 1923, il succédait au colonel divisionnaire Sonderegger, comme chef du service de l'Etat-major général, poste qu'il occupait encore avec le grade de commandant de corps, acquis en 1928, lorsque la maladie vint le terrasser et l'enlever à sa famille et à l'armée.

C'est sous sa direction que l'instruction militaire et les premiers travaux en vue de la réorganisation de l'armée s'effectuèrent. Ayant donné jusqu'à la toute dernière minute le meilleur de ses qualités et de sa compétence à l'armée, le colonel Roost est unanimement regretté et son départ, à un moment où le pays a besoin plus que jamais de chefs militaires expérimentés, laisse un vide difficile à combler.

Que sa famille éprouvée veuille trouver ici l'expression de la sympathie respectueuse du « Soldat Suisse ».

Petites nouvelles

Voici quelques précisions sur le reportage photographique du dernier numéro du « Soldat Suisse », concernant le cours de ski en haute montagne organisé par la Brig. inf. mont. 9. Le programme de ce cours fut le suivant:

1er jour. — Arrivée à Zermatt. Montée à la cabane Bétemps au pied du Mont-Rose par le Riffelberg, Gornergrat, Gornergletscher sur 1100 m. de dénivellation totale.

2e jour. — Ascension du Breithorn (4172 m.) par mauvais temps. Les 1900 m. de grimpée furent effectués en 12 h., et 15 des 27 hommes parvinrent au sommet.

3e jour. — Instruction technique sur le Grenzgletscher par temps de foehn, neige et brouillard.

4e jour. — Ascension du Mont-Rose (4638 m.). Pour la première fois un groupe si important se trouve sur ce sommet à cette époque. Les 27 hommes l'escaladèrent sans défaillance; les skis furent utilisés jusqu'à 4359 m., puis on employa ensuite la corde. Temps: neige et brouillard.

5e jour. — Ascension de la Signalkuppe (3561 m.). Superbe descente sur le Grenzgletscher après une montée difficile.

6e jour. — Traversée de l'Adlerpass, de l'Egginerjoch et arrivée à Saas-Fee en 13 h.

7e jour. — De Saas-Fee à Saas-Grund par le Rossboden, le Sirvolten, le Galenhorn, la Wagenlücke au col du Simplon. 2000 m. de montée en 15 h.

8e jour. — Montée au col du Breithorn près du Monte Leone (3400 m.), descente sur la route du Simplon en 7 h. 30. Licenciement à Brigue.

En huit jours, les participants de ce cours franchirent environ 11,000 m. de dénivellation et 70 à 80 km., pour la plupart sur glaciers.

La Svizzera in un prossimo conflitto europeo

(Continuazione.)

Breve, la nostra situazione, in una prossima guerra, è ben lontano d'essere favorevole come lo fu quella affacciata nel 1914.

Contempliamo l'ipotesi di un conflitto franco-tedesco. Difficile sarà per noi non esservi coinvolti. Soffermiamoci a considerare le prime ore del conflitto: Le due artiglierie in un duello che si incrocia sulla città di Basilea, l'aviazione librantesi nel cielo svizzero in combattimenti accaniti, la popolazione, presa dal panico, in fuga da quell'inferno, il Consiglio Federale nella tremenda difficoltà di stabilire il vero, il primo invasore, e più difficili gli sarà far accettare al popolo svizzero il suo verdetto.

L'Invasione della Svizzera da parte di un armata francese che volesse accerchiare l'ala sinistra tedesca, rappresenterebbe un'operazione temeraria e senza alcuna probabilità di successo, anche contando sulla intervenzione di un armata italiana sua eventuale alleata, che avrebbe più efficacia se partisse da una base che non sia obbligata a conquistare in prevalenza.

Per la Germania l'attraversare il Reno sul fronte svizzero, per penetrare in Francia, non sarebbe un semplice affare. L'armata che tentasse tale manovra dovrebbe, in seguito, o forzare la via del Giura o infiltrarsi fra questo e le Alpi, in direzione di Lyon. Operazione difficilissima, se noi teniamo il Giura da una parte e ci addossiamo alle Alpi dall'altra. In quanto alla penetrazione attraverso lo sfondamento a Basilea, insinuandosi fra l'armata francese e quella svizzera, sarebbe ancor più arrischiato. Ed è per questo che il Signor Colonello de Diesbach è convinto che se la linea del Reno deve essere rinforzata in una certa misura da impedire un'invasione di sorpresa da colonne motorizzate, la vera e propria difesa contro la Germania deve essere organizzata sul Giura, in direzione est.

Il Giura deve trasformarsi in una barriera invertibile e servire sia contro la Francia, che contro la Germania. Ed è qui che soprattutto bisogna fortificare se vogliamo diminuire, nei nostri vicini, ogni velleita d'invasione, od addiritura toglierne loro l'idea.

Ma l'eventualità più disastrosa, per noi, è rappresentata da un alleanza militare fra l'Italia e la Germania. Una doppia offensiva simultanea dei tedeschi e degli italiani metterebbe il nostro paese ad una ben rude prova. Potremo allora sperare che una colonna di soccorso francese, oltrepassando il Giura, giunga a disserare la smorsa prima del nostro annientamento? Nello stato attuale politico della Francia non è neppur possibile sognarlo. La Svizzera, colla sua minima profondità, sopporterebbe tutto il peso della guerra con tutte le sue conseguenze disastrose. Milioni di armati si bat-